

religieuse et historique pour les juifs, les musulmans et les chrétiens. C'est d'ailleurs ce qui a amené les Israéliens à revendiquer comme capitale la ville en son entier, les Arabes (musulmans et chrétiens) à insister fortement pour que Jérusalem-Est (arabe) soit rendue aux Arabes, et d'importantes organisations chrétiennes à y réclamer une présence internationale. C'est en réaction à ces vues profondément enracinées que l'Assemblée générale des Nations unies a fait inscrire dans son plan de partage de la Palestine de 1947 (qui a été à l'origine de la création de l'État d'Israël) des dispositions visant l'internationalisation de la ville en son entier. Cette idée d'un corpus separatum confié au contrôle des Nations unies ne semble plus réaliste étant donné l'opposition tant des Israéliens que des Arabes, mais les objectifs qu'elle visait sont toujours valables.

J'estime que la dimension religieuse de la ville comme centre des trois grandes religions monothéistes devrait être pleinement prise en considération lorsqu'il sera question de l'avenir de Jérusalem au cours des négociations. Le Canada devrait souscrire aux efforts déployés à cette fin. Il faut en effet se rappeler qu'entre 1948 et 1967, alors que la rive occidentale était sous la domination arabe, il était interdit aux Israéliens de se rendre en pèlerinage à Jérusalem-Est. Depuis, les autorités israéliennes ont cherché à être aussi justes que possible en garantissant le libre accès aux lieux saints chrétiens et musulmans, ce qui contraste nettement avec l'attitude arabe et qui est tout à leur honneur. Quoi qu'il en soit, même si la situation actuelle semble répondre aux vœux des autorités religieuses juives, il n'en va de même pour tous les chrétiens et musulmans.

Les musulmans que j'ai rencontrés se refusent à voir le maintien de la situation actuelle à Jérusalem comme une solution de rechange acceptable à la restitution de leurs lieux saints. Tous les pays arabes que j'ai visités ont insisté sur l'importance de la ville comme troisième lieu saint de l'Islam en importance, après la Mecque et Médine. Les chrétiens que j'ai rencontrés se soucient quant à eux du fait que la loi garantissant le libre accès aux lieux saints n'est rien d'autre qu'une simple mesure législative que la Knesset pourrait modifier à la majorité simple s'il devait se manifester en Israël une volonté politique en ce sens. Ils ont aussi exprimé des inquiétudes concernant le développement urbain et les changements démographiques survenus